

Une "menace imminente" de cinquante ans : le programme nucléaire iranien et l'évolution de sa perception en Occident

[Alican TAYLA \(Directeur du LEGEM\)](#)

17 mai 2026

En juin 2025, la guerre des Douze jours avait, selon Washington et Tel-Aviv, largement détruit la capacité nucléaire iranienne. Moins d'un an après, le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont lancé des bombardements massifs et des assassinats ciblés contre l'Iran dans une « guerre préventive » avec l'objectif affiché d'empêcher Téhéran de développer la bombe atomique. Lancé par la collaboration étatsunienne dans les années 1950, le programme nucléaire iranien est devenu, depuis la révolution islamiste, et plus particulièrement le début des années 2000, un des enjeux les plus complexes et sensibles de la géopolitique mondiale. Au cœur de l'hostilité perpétuelle entre les États-Unis et Israël d'un côté et l'Iran de l'autre, le programme nucléaire iranien est le sujet d'une véritable guerre de propagande. Le discours de Téhéran revendique de façon immuable un projet purement civil. Pourtant, l'ambivalence de ses taux d'enrichissement d'uranium, ses réticences épisodiques à collaborer avec l'AIEA (l'Agence internationale de l'énergie atomique) en charge de contrôler le respect du Traité de non-prolifération nucléaire et les traces d'un ancien programme nucléaire militaire antérieur à 2002 remettent en cause la crédibilité de ce discours aux yeux des pays occidentaux. De l'autre côté, les interprétations excessives et alarmantes des faits de la part des États-Unis et d'Israël, allant souvent à l'encontre des rapports de l'AIEA, ainsi que les sanctions économiques étouffantes condamnant l'ensemble de la population iranienne, renforcent un sentiment de deux poids, deux mesures et contribuent paradoxalement au maintien en place d'un régime répressif. Pour y voir plus clair il faut rappeler l'histoire du programme nucléaire iranien qui a toujours été profondément lié aux bouleversements politiques qu'a connus le pays. Cette analyse permet de comprendre que la perception occidentale de ce programme, ainsi que son instrumentalisation politique, évoluent de la même manière, au gré des intérêts stratégiques divergents entre Washington et Téhéran. Dans un Moyen-Orient à nouveau plongé dans un chaos meurtrier depuis les attentats du 7 octobre 2023 et les multiples guerres menées par Israël, où en est en réalité le projet nucléaire iranien ?



Barış Gökürk, "Fires Riot - 28", 2020.

« Notre objectif était la destruction de la capacité d'enrichissement nucléaire de l'Iran et la mise à l'arrêt de la menace nucléaire posée par le principal État soutien du terrorisme au monde. Ce soir, je peux annoncer au monde que les frappes ont été un succès militaire spectaculaire. Les principales installations iraniennes d'enrichissement nucléaire ont été complètement anéanties[1]. », affirmait le président étatsunien Donald Trump, dans une allocution nationale le 21 juin 2025, lors de la guerre des Douze jours opposant Israël et les États-Unis à l'Iran.

« Dans une démonstration audacieuse et nécessaire de la puissance américaine, le président Donald J. Trump a autorisé l'opération *Epic Fury* – une campagne militaire

précise et écrasante visant à éliminer la menace nucléaire imminente posée par le régime iranien...[2] », déclarait un communiqué officiel de la Maison blanche, le 1^{er} mars 2026, pour annoncer le déclenchement de la nouvelle guerre contre l'Iran.

Huit mois seulement séparent ces deux phrases, dont la contradiction majeure concerne l'imminence d'une « menace nucléaire » dans les mains du régime iranien. Qu'en est-il réellement ? Pour comprendre l'éventuelle menace d'un Iran doté de l'arme nucléaire, il faut tout d'abord bien situer l'histoire du programme nucléaire iranien, son évolution et surtout l'évolution de sa perception par l'Occident, par les États-Unis en particulier.



Le shah Mohammad Reza Pahlavi avec le président John. F. Kennedy en 1962.

"La collaboration nucléaire irano-étatsunienne, dans les années 1950, est un pur produit de la conjoncture de la guerre froide pendant laquelle l'Iran est devenu, après le coup d'État de 1953, un véritable bastion anticommuniste, jouant un rôle stratégique de rempart contre l'influence soviétique au Moyen-Orient."

Aux origines du programme nucléaire iranien : une collaboration avec les États-Unis dans le contexte de la guerre froide

L'origine du programme nucléaire en Iran, soutenu par les États-Unis, remonte aux années 1950. En 1957 notamment, un accord de coopération est signé entre les deux pays dans le cadre du programme « Atoms for Peace ». Sur le plan géopolitique, il s'agit d'un contexte peu anodin. Quelques années auparavant, l'opération Ajax, orchestrée par la CIA et le MI6 britannique contre le gouvernement démocratiquement élu de Mohammad Mossadegh, a eu des conséquences majeures et durables[3] : le coup d'État contre le Premier ministre – à l'origine de la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company, au grand dam des Britanniques – est un succès. En août 1953, Mossadegh est remplacé par le général Fazlollah Zahedi, désigné par les deux alliés occidentaux. L'autorité du shah Mohammad Reza Pahlavi est renforcée, avec notamment l'appui sur la SAVAK (Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale) qui, avec le soutien de la CIA et du Mossad, procède à une répression extrêmement sévère contre toutes les oppositions, en particulier les communistes du parti Tudeh[4]. Le pétrole iranien sort du monopole britannique et s'ouvre aux autres investisseurs occidentaux, dont les États-Unis, qui occuperont au fil des ans une place de plus en plus importante dans le secteur. Mais surtout, le pays devient un véritable bastion anticommuniste, jouant un rôle stratégique de rempart contre l'influence soviétique au Moyen-Orient.

La collaboration nucléaire irano-étatsunienne est donc un pur produit de la conjoncture de la guerre froide. Fort de cette dynamique, qui va peu à peu inclure plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne et la France, le programme nucléaire iranien se développe à une vitesse vertigineuse. Fondé en 1959, le Centre de recherche nucléaire de Téhéran (CRNT) est doté d'un réacteur nucléaire fourni par les États-Unis. Il sera opérationnel en 1967, utilisant de l'uranium hautement enrichi.

Dans les années 1970, le shah Mohammad Reza Pahlavi annonce une expansion ambitieuse prévoyant, à terme, jusqu'à vingt centrales nucléaires. En 1974 pour superviser ce vaste programme, l'Organisation de l'énergie atomique de l'Iran (AEOI) est créée. La même année, la société ouest-allemande Kraftwerk Union commence la construction de la centrale de Bouchehr. Elle sera finalement terminée par l'Agence fédérale russe de l'énergie atomique (Rosatom) et mise en service dans les années 2010. Il s'agit de la seule centrale nucléaire produisant de l'électricité, à très faible efficacité pour l'instant – environ 1 % de l'approvisionnement du pays. Mais Téhéran a signé en mars 2025 un accord de 25 milliards de dollars avec Moscou pour la construction de quatre nouvelles centrales nucléaires dans le sud du pays[5]. Depuis 1993 et l'accord de coopération nucléaire civil signé entre les deux pays, la Russie a remplacé les pays occidentaux dans le soutien au programme nucléaire iranien.

La révolution de 1979 : quand le « projet » devient une « menace »

Cette nouvelle collaboration est la conséquence d'une rupture géopolitique profonde après la révolution de 1979 ayant renversé le shah, critiqué par toutes les oppositions pour sa trop grande proximité avec les États-Unis et Israël, en plus de la répression étouffante et du faste affiché de la famille royale. Déclenchée au départ par une multitude de sensibilités politiques et idéologiques différentes, des communistes aux ultraconservateurs en passant par les nationalistes, la révolution finit par engendrer la République islamique qui, très vite, écartera tous les autres groupes en reprenant à son compte l'appareil répressif de la monarchie renversée.

"Lorsqu'en 2002, la reprise du projet nucléaire iranien est découverte par les pays occidentaux, sa perception est complètement différente : soutenu par les États-Unis et les pays européens dans un premier temps, le nucléaire iranien est désormais vu et présenté comme une menace de premier plan."

Le changement de régime inverse définitivement la dynamique des rapports avec l'Occident, à commencer par les États-Unis. En pleine période révolutionnaire, l'incident de la prise d'otages à l'Ambassade étatsunienne de Téhéran en 1979 marque la rupture des relations entre les deux pays et le début des sanctions de Washington à l'égard du nouveau régime iranien, sanctions qui perdurent encore aujourd'hui.

Les vastes projets nucléaires lancés par le shah sont interrompus, notamment lors de la guerre contre l'Irak de 1980 à 1988, qui laisse à son issue un pays isolé, coupé du monde occidental et extrêmement affaibli économiquement. Le programme nucléaire sera donc relancé cette fois avec l'aide de la Russie, rapidement proche de ce nouveau régime fortement opposé aux intérêts étatsuniens dans la région.

Ainsi, lorsqu'en 2002, la reprise du projet nucléaire iranien est découverte par les pays occidentaux, sa perception est complètement différente : soutenu par les États-Unis et les pays européens dans un premier temps, le nucléaire iranien est désormais vu et présenté comme une menace de premier plan au Moyen-Orient. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 et de la « guerre contre le terrorisme » de l'administration néo-conservatrice au pouvoir à Washington, George W. Bush déclarait même que l'Iran, sans aucun lien apparent avec Al-Qaida, ferait partie d'un « axe du mal », aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord[6].

« C'est en raison de l'orientation de la politique étrangère iranienne depuis 1979 [...] et des relations d'hostilité que le nouveau régime a construites avec les États

européens dans le cadre de la guerre Iran-Irak, lors de laquelle la France, notamment, avait soutenu le régime de Saddam Hussein. C'est donc plutôt une question d'orientation de la politique étrangère de la République islamique de 1979 qui transforme ses activités nucléaires en une menace géopolitique du point de vue occidental[7]. »

Au début des années 2000, alors que d'autres pays comme les Pays-Bas, l'Afrique du Sud, le Japon et le Brésil avaient aussi des usines d'enrichissement, « pour le cas iranien on a assisté à une énorme campagne alarmiste lancée par Israël affirmant l'urgence d'une intervention militaire contre les installations iraniennes. Cette campagne, relayée par les courants néo-conservateurs en Occident, en particulier aux États-Unis et en France, où elle a pris une forme caricaturale, avait pour objet de démontrer l'imminence de la fabrication et même de l'emploi de la bombe par l'Iran[8]. »

"La perception change également du point de vue de l'Iran. Du fait de l'isolement grandissant du pays et de l'hostilité de ses anciens collaborateurs, le nucléaire devient un enjeu de l'indépendance même du pays et un symbole : il représente la maîtrise technologique, la souveraineté nationale et une forme de résistance face aux pressions extérieures."

Ce changement de perception et les tentatives, particulièrement de la part des États-Unis et d'Israël, de contraindre l'Iran à abandonner tout projet nucléaire sont, en grande partie, à l'origine des tensions permanentes depuis plus de 40 ans.

Il faut cependant rappeler que pendant cette période la perception change également du point de vue de l'Iran. Au lendemain de la guerre Iran-Irak, du fait de l'isolement grandissant du pays et de l'hostilité de ses anciens collaborateurs, le nucléaire devient un enjeu majeur de l'indépendance même du pays. En effet, « le nucléaire n'est plus seulement un projet énergétique. Il devient progressivement un outil d'indépendance, de sécurité [...] et de négociation. En avançant ou en ralentissant son programme, l'Iran peut exercer une pression dans les discussions internationales. Le nucléaire n'est plus seulement une question technique, mais un instrument politique. Dans le même temps, il prend une dimension symbolique. Pour le pouvoir iranien, il représente à la fois la maîtrise technologique, la souveraineté nationale et une forme de résistance face aux pressions extérieures[9]. »



Barış Gökürk, "The Field", 2020.

Deux décennies de sanctions et de négociations

La cadence des relations entre l'Iran et les États-Unis, dont la question nucléaire représente l'aspect le plus médiatisé, est fortement marquée par les dirigeants respectifs des deux pays. Bien que les guides suprêmes, Rouhollah Khomeini (1979-1989) et son successeur Ali Khamenei, tué au premier jour des attaques coordonnées israélo-américaines (le 28 février 2026), centralisaient incontestablement le pouvoir autour de leurs personnes, la politique étrangère iranienne a toujours reflété, au moins partiellement, la vision du président élu.

Ainsi, l'arrivée au pouvoir de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad en 2005, avec un discours anti-occidental assez prononcé et une politique nucléaire assumée, avait immédiatement relancé les tensions et provoqué de nouvelles sanctions. De son côté, Téhéran affirmait que son programme nucléaire était strictement à but civil, renvoyait à la collaboration avec l'Occident du temps du shah et obtenait le soutien du mouvement des non-alignés composé de 118 États^[10]. Pourtant, suivant un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Conseil de

sécurité de l'ONU adoptait, le 24 mars 2007, la résolution 1747, imposant de lourdes sanctions à l'Iran, notamment un embargo sur l'importation et l'exportation d'armes et l'extension du gel des avoirs iraniens déjà en vigueur[11].

Quelques années plus tard, la dynamique était tout autre. Aux États-Unis, Barack Obama avait succédé au néo-conservateur George W. Bush (président entre 2001 et 2009) et avait lancé son mandat avec une promesse de rupture de la politique étrangère étatsunienne, de nouveau tournée vers le multilatéralisme, et montré des signes de bienveillance à l'égard du monde arabo-musulman. Moins de cinq mois après sa prise de fonction, dans son fameux discours du 4 juin 2009 à l'Université du Caire, il admettait l'implication de son pays dans le coup d'État contre le gouvernement démocratiquement élu de Mohammad Mossadegh en 1953 et reconnaissait le droit de l'Iran d'accéder à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques[12].

"Sous l'impulsion de Rohani et d'Obama, une nouvelle phase s'ouvre dans les relations entre les États-Unis et l'Iran avec la signature, en 2015, de l'accord de Vienne. En janvier 2016, l'AIEA confirme que l'Iran respecte ses engagements et le processus est pleinement lancé avec un important allègement des sanctions à l'égard de l'Iran."

Du côté iranien, après deux mandats d'Ahmadinejad, dont le second résultait d'élections fortement contestées provoquant d'importantes mobilisations violemment réprimées, c'est le modéré Hassan Rohani qui était devenu président de la République le 3 août 2013. Rohani s'était fortement opposé à son prédécesseur, avait critiqué la répression des mobilisations et prôné un rapprochement avec les pays occidentaux.

Sous l'impulsion des deux dirigeants, une nouvelle phase s'ouvre dans les relations entre les États-Unis et l'Iran, portées par les avancées sur la question nucléaire. En effet, après de complexes négociations, le 14 juillet 2015, l'accord de Vienne est signé. Il met en place le JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action*) prévoyant la feuille de route des engagements iraniens à court, moyen et long terme jusqu'en 2041. Le 16 janvier 2016, l'AIEA publie un rapport confirmant que l'Iran respecte ses engagements, notamment en termes de seuil d'enrichissement d'uranium, et le processus est pleinement lancé. Un important allègement des sanctions à l'égard de l'Iran est décrété. Il s'agit d'un tournant essentiel dans l'une des questions géopolitiques majeures de l'époque contemporaine. Avec l'implication non-négligeable des trois pays européens, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ainsi que de la Chine et de la Russie, l'espoir est partagé par l'ensemble des acteurs. « Rohani pour la première fois laisse échapper sa joie en annonçant que les sanctions sont finies pour Téhéran, qu'elles soient financières, bancaires, sur les transports et le

commerce. Israël est finalement le seul État à exprimer son mécontentement, Benjamin Netanyahu assurant qu'il ne respectera pas l'accord, car il s'agirait d'une reddition à l'axe du mal^[13]. »

Une rupture amorcée par D. Trump, révélatrice de l'abandon du multilatéralisme

Par conséquent, le 8 mai 2018, la décision de Donald Trump, récemment élu président des États-Unis, de retirer son pays de l'accord de Vienne paraît complètement à contre-courant de la dynamique positive retrouvée. Alors que les rapports de l'AIEA constataient le respect par Téhéran du JCPOA, y compris jusqu'en novembre 2018^[14], cette décision unilatérale de la part de Washington s'accompagne d'un rétablissement de fortes sanctions à l'égard de Téhéran.

Comment expliquer cette décision lourde de conséquences ? Premièrement, cela s'explique par l'approche populiste de D. Trump sur le plan national. Tout au long de la campagne électorale, il n'avait eu de cesse de critiquer violemment le bilan de son prédécesseur, Barack Obama, dont l'un des principaux faits d'armes en politique étrangère avait été la signature de l'accord de Vienne – un « deal horrible » selon Trump^[15]. Ainsi, il avait promis de remplacer « le pire accord jamais négocié » par un nouveau qui serait beaucoup plus avantageux pour les États-Unis, en négociant avec plus de fermeté avec l'Iran^[16].

"Il est important de ne pas tomber dans le piège de voir dans l'administration Trump une anomalie passagère et dans ses actes de simples dérapages, œuvres d'un « fou », qui ne représenteraient pas l'impérialisme américain et qui ne mériteraient donc pas d'analyse systémique."

Cependant, au-delà de la simple question de se démarquer de son prédécesseur, qui jouissait jusqu'à la fin de son mandat d'une cote de popularité relativement favorable^[17], cette décision était révélatrice d'une vision particulière de la politique étrangère. En effet, après le chaos néo-conservateur des années 2000, les deux mandats de Barack Obama avaient opéré un certain retour au multilatéralisme (certes un multilatéralisme dominé par les États-Unis). Avec Donald Trump s'ouvrait un nouveau chapitre, plus décomplexé que le néo-conservatisme de l'ère G. W. Bush, marqué par le rejet catégorique du multilatéralisme, considéré comme une entrave inutile à l'expression de la puissance étatsunienne, seule à dicter les affaires internationales. De ce point de vue, il est important de ne pas tomber dans le piège de voir dans l'administration Trump une anomalie, une parenthèse marginale passagère, et dans ses actes de simples dérapages, œuvres d'un « fou »^[18], qui ne

représenteraient pas l'impérialisme américain et qui ne mériteraient donc pas d'analyse systémique.



Donald Trump signant le décret établissant les sanctions à l'égard de l'Iran, le 5 août 2018.

Bien au contraire, il faut prendre la juste mesure de ce nouvel ordre international en train de se créer, dans lequel les leaders autoritaires préfèrent traiter par tractations opaques en excluant toute instance collective, à l'instar de D. Trump et V. Poutine qui négocient la fin de la guerre en Ukraine sans cette dernière, ni l'Union européenne. Face à ces puissances partenaires, il y a les rivaux, qui le sont par essence, indépendamment de toute possible négociation et qui finissent inévitablement par devenir des ennemis sous la pression de cette vision manichéenne telle une prophétie auto-réalisatrice. C'est ce que la Chine est en train de devenir dans l'imaginaire collectif occidental.

Il faut souligner que cette vision manichéenne, civilisationnelle et conflictuelle n'est pas seulement défendue par l'administration Trump vis-à-vis de la Chine, mais aussi par les hautes instances de l'Union européenne et s'étend jusqu'à la Turquie, comme en témoignent les propos controversés d'Ursula von der Leyen du 20 avril 2026. En effet, la présidente de la Commission européenne avait déclaré que l'Union européenne devait « achever le continent européen, afin qu'il ne soit pas influencé par la Russie, la Chine ou la Turquie », sans fournir plus de détails[19].

Enfin, tous les autres pays, y compris les alliés européens, sont sujets de dédain, vis-à-vis desquels on privilégie les relations bilatérales en dehors de tout cadre institutionnel pour éviter de se trouver sur un pied d'égalité et subissent, au gré des circonstances, des pressions, menaces, voire insultes de la part du président

étatsunien[20]. Cette configuration est à la fois le symptôme et la cause d'une déconnexion grandissante entre les États occidentaux, demeurant toujours alignés sur les positions de Washington, et les pays du « Sud global », dans un contexte de « désoccidentalisation » flagrante de notre monde. Les crises actuelles au Moyen-Orient s'inscrivent dans un tel paysage international. Ainsi, l'impunité totale d'Israël – et des États-Unis – renforce le sentiment de deux poids, deux mesures, comparée par exemple aux sanctions s'abattant sur la Russie ou sur l'Iran, et aggrave cette rupture entre les pays occidentaux et le reste du monde.

Pour en revenir à la décision de l'administration Trump de se retirer de l'accord de Vienne, elle était, étant donné son caractère unilatéral et arbitraire, tout comme les arguments avancés, annonciatrice de la guerre à venir. Dans tous les cas, si le JCPOA est théoriquement maintenu, les États européens (la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni) ayant décidé de retenir leur participation, il est désormais vidé de toute substance et, de fait, devenu totalement inopérant. D'autant plus que la décision de retrait étatsunien était accompagnée du rétablissement immédiat des sanctions économiques et financières sur l'Iran.

Les conséquences d'un tel revirement de la part de Washington étaient naturellement prévisibles et désastreuses[21]. Pour l'Iran, qui avait jusque-là respecté ses engagements, la situation avait irrémédiablement basculé. En réaction, Téhéran s'est peu à peu affranchie des contraintes du JCPOA, a cessé de collaborer en toute transparence avec l'AIEA et, ayant accéléré l'enrichissement de son uranium, a largement augmenté ses capacités nucléaires. Ces développements, fortement médiatisés, ont à leur tour nourri les inquiétudes occidentales concernant un potentiel projet de développement de l'arme nucléaire et relancé les appels, notamment de la part d'Israël et d'une partie de la classe politique étatsunienne, à une intervention militaire contre l'Iran.

La « guerre des Douze jours » que nous avons évoquée au début de ce texte est intervenue dans ce contexte et n'aura finalement été qu'un simple prélude au conflit beaucoup plus large qui allait survenir moins d'un an plus tard.

Déclenchement du conflit en pleines négociations

Avant le début du conflit, dans une tentative de réconciliation entre les États-Unis et l'Iran, les deux parties se trouvaient en pleines négociations avec l'intermédiaire du sultanat d'Oman. La délégation omanaise, ainsi que de multiples sources directes, avaient même annoncé d'importantes avancées[22] la veille du déclenchement de la guerre – par les bombardements israélo-américains sur l'Iran, sans même déclaration officielle.

Alors que Téhéran avait accepté, à nouveau, de réduire son taux d'enrichissement d'uranium et de respecter la feuille de route du JCPOA, les États-Unis insistaient toujours sur deux revendications supplémentaires. Inacceptables pour l'Iran, elles bloquaient les discussions : démantèlement du système iranien de missiles balistiques (qui, comme nous l'avons vu depuis le 28 février 2026, constitue l'essentiel de la capacité de défense du pays face aux attaques ennemies) et fin de son soutien à toutes les organisations régionales, politiques et militaires, participant à ce que l'on appelle « l'axe de la résistance » – autrement dit, le fondement essentiel de la politique étrangère de Téhéran[23].

Par conséquent, le sujet du nucléaire ne représente qu'un des piliers des demandes étatsuniennes, demande sur laquelle l'Iran apparaît clairement collaboratif. Pourtant, c'est systématiquement ce sujet qui est mis en avant par les médias et les déclarations politiques car jugé le plus à même de mobiliser les opinions publiques occidentales derrière la possibilité d'une intervention militaire en Iran. Il serait donc particulièrement naïf de penser que le nucléaire est le point central de l'échec des négociations, justifiant et légitimant le bombardement massif de ce pays.

"Le principal effet des sanctions a toujours été de pousser l'Iran à poursuivre son programme nucléaire de manière plus agressive et à laisser entrapercevoir la possibilité d'une arme nucléaire comme levier ultime. A l'inverse, chaque période d'allègement des sanctions a été suivie d'une période de collaboration constructive."

LIl en va de même pour la question de la légitimité et de « l'efficacité » des sanctions à l'égard de Téhéran. De fait, depuis le début des années 2000, leur principal effet a été de pousser l'Iran à poursuivre son programme nucléaire de manière plus agressive et à laisser entrapercevoir la possibilité d'une arme nucléaire comme levier ultime. A l'inverse, chaque période d'allègement des sanctions et d'encouragement à un retour aux négociations de la part des États-Unis a été suivie d'une période de collaboration constructive.

Les enjeux des différents taux d'enrichissement d'uranium

Lorsqu'il est question du nucléaire iranien, un point spécifique cristallise les enjeux : celui du taux d'enrichissement d'uranium. Ce procédé, nécessaire pour alimenter une centrale nucléaire, requiert un taux extrêmement élevé pour l'éventuelle fabrication d'une bombe atomique opérationnelle.

En 2022, au cœur de la période de crise ayant suivi le rétablissement des sanctions par D. Trump, le gouvernement iranien annonce publiquement pour la première fois enrichir de l'uranium à 60 %. Ce seuil est largement au-dessus des taux prévus par l'accord du JCPOA (3,5 %), mais aussi des besoins réalistes à des fins civiles, même les plus ambitieux (autour de 20 %). Il s'agit donc de l'affranchissement d'un palier considérable sur le chemin d'un éventuel développement de l'arme nucléaire qui nécessite, pour le coup, de l'uranium de qualité militaire à un taux d'enrichissement de 90 %.



Centrale nucléaire de Bouchehr.

Or, comme l'explique Héloïse Fayet, spécialiste des questions nucléaires à l'IFRI, « le temps nécessaire pour passer d'un enrichissement de 60 % à 90 % est beaucoup plus faible, par rapport à l'opération qui consiste à enrichir de 20 à 60 %. Plus vous avez d'uranium enrichi, plus il est facile d'augmenter l'enrichissement[24]. »

Cela pourrait donc justifier partiellement la perception d'une « menace imminente » quant à l'achèvement de l'arme nucléaire par Téhéran. Il faut néanmoins nuancer une telle déduction, le passage d'un uranium hautement enrichi à l'arme nucléaire étant loin d'être automatique. D'une part, ce taux fatidique de 90 % n'est pas encore atteint et, même si c'était le cas, cela ne signifierait pas immédiatement que le danger de la fabrication d'une bombe atomique serait présent. En effet, « obtenir un uranium de qualité militaire (90 %) n'est pas une condition suffisante pour utiliser immédiatement cette arme. La militarisation de la charge nucléaire, c'est-à-dire la mettre sur un missile et envoyer ce dernier précisément sur votre cible, est un processus qui peut prendre plusieurs années[25]. »

Autrement dit, une fois l'uranium suffisamment enrichi, il faut encore un savoir-faire technologique important et des moyens considérables pour fabriquer une arme nucléaire, ainsi que les capacités de l'intégrer et de l'utiliser efficacement. Cette étape demeure particulièrement complexe en raison de défis chimiques, physiques et opérationnels[26].

Les incohérences de la perception occidentale du projet nucléaire iranien

Mais il faut aussi, et surtout, la volonté politique et l'intention réelle de fabriquer la bombe nucléaire et, *a fortiori*, de s'en servir. Or, depuis au moins le début des années 2000, il n'y a aucun signe tangible en ce sens émanant du côté iranien. En effet, « malgré les efforts continus pour développer ces technologies, on ne peut pas affirmer que l'Iran a un jour voulu se doter véritablement de l'arme atomique. Nous pouvons simplement a minima dire que le pays souhaite être un 'État du seuil', c'est-à-dire tout proche du stade du développement de l'arme nucléaire, si bien qu'il pourrait changer d'avis à tout moment[27]. »

"Lors de la guerre Iran-Irak, l'Irak avait utilisé massivement des armes chimiques. Malgré ces faits publics, c'est bien Bagdad que les pays occidentaux avaient continué à soutenir jusqu'à la fin du conflit, en particulier les États-Unis, mais aussi la France qui avait continué à vendre des armes au régime de Saddam Hussein."

Au contraire, les représentants politiques iraniens répètent systématiquement l'opposition officielle de Téhéran à la détention et *a fortiori* à l'usage des armes nucléaires. Historiquement, cette position se situe dans le prolongement de celle de Rouhollah Khomeini dans les années 1980. Lors de la guerre Iran-Irak, l'Irak avait utilisé massivement et de façon avérée des armes chimiques (comme le gaz moutarde, tabun ou sarin), y compris contre sa propre population civile, notamment contre les Kurdes à Halabja[28]. Malgré ces faits publics, faisant de l'Iran l'un des seuls pays à avoir subi des attaques par armes chimiques depuis la Première Guerre mondiale, c'est bien Bagdad que les pays occidentaux avaient continué à soutenir jusqu'à la fin du conflit, en particulier les États-Unis, mais aussi la France qui avait continué à vendre des armes au régime de Saddam Hussein[29]. Bien qu'en représailles l'Iran eût lancé un programme de développement d'armes chimiques, dont l'ayatollah Khomeini avait publiquement condamné l'usage, Téhéran s'était toujours gardé d'y faire recours[30].

Quelques années plus tard, une fatwa émise par l'ayatollah Khamenei reprenait la position de son prédécesseur en matière d'armes de destruction massive. Rendue

publique au début des années 2000 et officiellement mentionnée pour la première fois dans un communiqué de la délégation iranienne auprès de l'AIEA, cette fatwa annonçait que « la production, le stockage et l'utilisation d'armes nucléaires étaient interdits dans l'islam, et que la République islamique d'Iran ne devrait jamais acquérir de telles armes[31]. »

Khamenei reprendra cette position à de nombreuses reprises, d'un point de vue religieux et idéologique, avec des formulations différentes, mais toujours claires. La plupart de ces prises de parole sont toujours publiques et accessibles sur son site officiel. A titre d'exemple, en février 2012, il avait déclaré : « Les armes nucléaires ne nous apportent absolument aucun bénéfice. De plus, d'un point de vue idéologique et juridique islamique [*fiqh*] nous considérons que la mise au point d'armes nucléaires est illicite. Nous considérons que l'utilisation de telles armes constitue un péché grave[32]. » En février 2021, « Selon notre pensée islamique, toute arme utilisée pour tuer des civils est interdite. Qu'elle soit nucléaire ou chimique, elle est interdite[33]. » Ou encore, en juin 2023 : « Nous ne cherchons pas à nous doter d'armes nucléaires. Nous estimons que les armes nucléaires servent à la destruction massive. Nous sommes opposés à la destruction massive, elle est contraire à l'islam. Peu importe qu'il s'agisse d'armes atomiques, chimiques ou de tout autre type d'armes[34]. »

Les représentants officiels iraniens feront régulièrement allusion à la fatwa, comme référence d'ordre religieux et s'inscrivant dans la même lignée que la doctrine du gouvernement iranien faisant prévaloir exclusivement le droit de l'Iran à se doter de centrales nucléaires civiles pour les besoins énergétiques de ce vaste pays.

Malgré cette constance des discours iraniens sur le nucléaire, qu'il s'agisse de déclarations politiques ou de références religieuses à la fatwa de Khamenei, ceux-ci rencontrent le plus souvent un scepticisme tout aussi constant venant des pays occidentaux et d'Israël. Un grand nombre d'articles de recherche ou journalistiques questionnent la validité de la fatwa par d'ambitieuses tentatives de déconstruction technique et théologique afin de la disqualifier.

S'agirait-il d'une réelle fatwa ou simplement d'une doctrine[35] ? Khamenei avait-il réellement le statut clérical pour pouvoir en émettre[36] ? Une fatwa ne peut-elle évoluer, voire être infirmée[37] ? Khamenei condamne-t-il, en tant que « *haram* », la production même de l'arme nucléaire ou seulement son utilisation[38] ? La prétendue fatwa ne serait-elle pas instrumentalisée à des buts politiques[39] ? Qui, au sein de la société dirigeante iranienne, prendrait au sérieux les fatwas, à part quelques fanatiques religieux[40] ? Ce dernier argument présente un condensé de toutes les contradictions et incohérences dans la perception occidentale du régime iranien et de sa présentation : celui-ci est dangereux parce qu'il est composé de « fanatiques religieux », mais une doctrine religieuse pacifiste ne peut être prise au sérieux parce qu'elle ne serait respectée que par des « fanatiques religieux ».

Comment expliquer ce décalage entre la cohérence discursive et factuelle d'un côté (la fatwa n'ayant jamais été démentie et l'AIEA n'ayant jamais apporté de preuve de

militarisation effective et crédible, de nature à constituer une « menace », au moins depuis le début des années 2000) et le scepticisme structurel des analystes occidentaux ?

Légitimité et efficacité des sanctions économiques contre l'Iran

Le rapport le plus sérieux et détaillé, faisant consensus sur le nucléaire iranien au niveau international, est celui de l'Agence internationale de l'énergie atomique du 2 décembre 2015, établi en partie grâce à la collaboration du gouvernement iranien dans le cadre de l'accord de juillet 2015[41]. Dans ce rapport, l'AIEA estime l'existence d'un programme de développement d'engins nucléaires avant 2004 et entre 2005 et 2009, toutefois de « nature incomplète et fragmentée » – autrement dit, loin des niveaux qualitatifs et quantitatifs nécessaires pour produire une arme nucléaire effective. À partir de 2009, il n'existe aucune indication crédible sur la poursuite d'un projet d'armement nucléaire, ni aucune attribution de matériel nucléaire à des fins militaires[42].

Malgré les rapports de l'AIEA, depuis 2010 l'Iran a fait l'objet de sanctions financières particulièrement lourdes, de menaces répétées de recours à la force, de sabotages industriels et d'assassinats ciblés de ses scientifiques[43].

"Les sanctions économiques, en plus de constituer une punition collective contre l'ensemble de la société iranienne, ont systématiquement compromis les négociations en cours ou potentielles, renforcé le sentiment anti-occidental au sein de la population et contribué à durcir le régime qui en tire une légitimité supplémentaire."

Depuis le retrait étatsunien et les violations progressives par Téhéran des termes du JCPOA, les soupçons émergent de nouveau sur la reprise d'un programme nucléaire militaire, s'appuyant sur des taux d'enrichissement largement au-dessus des restrictions de l'accord de 2015. Pourtant, si les chiffres de l'AIEA indiquent que l'Iran s'est doté d'une capacité d'enrichissement très avancé, bien au-delà des besoins pour un usage civil, il n'y a aucune preuve de l'existence d'un programme militaire actif, encore moins d'une « menace imminente » comme le prétendent les gouvernements étatsunien et israélien[44].

Parallèlement, il y a lieu de sérieusement s'interroger sur les conséquences concrètes des sanctions occidentales à l'égard de l'Iran, particulièrement concernant leur réelle efficacité vis-à-vis des objectifs annoncés. Au-delà de l'aspect moral des sanctions économiques qui prennent la forme d'une punition collective contre l'ensemble de la société iranienne, celles-ci ont systématiquement compromis les négociations en

cours ou potentielles, renforcé le sentiment anti-occidental présent au sein de la population et contribué à durcir le régime répressif qui en tire une légitimité supplémentaire[45].



Barış Gökçürk, "Fires Riot - 5", 2020.

Naturellement, il ne s'agit nullement ici de défendre la prolifération nucléaire ou de soutenir l'idée que l'Iran devrait accéder à l'arme nucléaire. Il ne s'agit pas plus de défendre intrinsèquement le gouvernement iranien, représentant d'un régime fondamentaliste, répressif et violent envers sa propre population, notamment les femmes, les personnes LGBTQIA+, toutes les minorités et les oppositions politiques considérées comme des menaces par Téhéran.

Force est de constater que les sanctions économiques ou les interventions militaires (*a fortiori* visant les populations civiles) n'ont, à aucun moment de l'histoire et

spécifiquement celle de l'Iran depuis 1979, produit un quelconque bénéfice pour ces populations fragilisées, pour les libertés individuelles et pour la démocratie. L'instrumentalisation de ces questions primordiales en vue d'éventuels objectifs stratégiques et politiques conjoints de Washington et de Tel-Aviv risque de produire des conséquences catastrophiques pour la société iranienne et l'ensemble de la région.

Il en va de même de la question nucléaire, trop importante pour servir de justification à une intervention militaire d'envergure sur l'ensemble du pays, dans un contexte qui selon tous les experts ne constituait aucun risque immédiat de production d'arme atomique de la part de l'Iran. Alors même que Téhéran se trouvait au milieu de négociations et avait accepté d'importantes concessions sur ses taux d'enrichissement d'uranium[46].

Le Traité sur la non-prolifération et ses limites fondamentales

Un aspect central de la question du nucléaire iranien est juridique. Signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires depuis 1968, l'Iran s'engage en vertu du droit international à ne pas en produire et à autoriser l'AIEA à étudier le respect de cet engagement[47].

Rappelons que ce traité interdit la production et la possession de toute arme nucléaire à tous les États signataires, sauf les cinq qui en étaient déjà dotés au 1^{er} janvier 1968 (les EDAN) : les États-Unis, la Chine, la Russie, la France et le Royaume-Uni – les cinq vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et, surtout, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU détenant le droit de veto.

"Le TNP comporte d'importantes limitations et sources d'inégalités, pour la plupart héritées du contexte post Seconde Guerre mondiale. Il ne peut s'imposer qu'aux États ayant accepté d'en faire partie. Ce qui n'est pas le cas d'Israël, de l'Inde et du Pakistan, tous dotés de la bombe atomique."

En outre, bien que cela soit beaucoup moins mentionné, le TNP prévoit, dans ses articles V et VI, le droit inaliénable de tous les États, de manière non discriminatoire, à poursuivre une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire[48]. Établir la distinction entre l'intention d'une utilisation pacifique et celle, secrète, d'un développement militaire est la fonction principale et particulièrement ardue de l'AIEA.

Pièce essentielle de l'ordre mondial contemporain, le TNP comporte néanmoins d'importantes limitations et sources d'inégalités, pour la plupart héritées du contexte

post-Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide dont il est issu. Sa première limite provient du fait qu'il ne peut s'imposer qu'aux États ayant accepté d'en faire partie. Ce qui n'est pas le cas d'Israël, de l'Inde et du Pakistan, qui n'ont jamais signé le traité et sont dotés de la bombe atomique.

Le TNP ne peut pas empêcher non plus qu'un État signataire y renonce, se retire et développe l'arme nucléaire par la suite, comme ce fut le cas pour la Corée du Nord en 2003. L'article X.1 prévoit clairement la procédure de retrait si un État signataire « décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays [...] avec un préavis de trois mois[49]. »

C'est cette possibilité, avec le précédent de la Corée du Nord, qui inquiète depuis des décennies les milieux les plus alarmistes sur la question du nucléaire iranien. Côté iranien, le maintien de la participation au TNP ne fait pas non plus l'unanimité. En effet, depuis l'assassinat de Khamenei par des frappes israélo-américaines au premier jour du conflit de 2026, dans les sphères les plus radicales du pays des voix s'élèvent – certes minoritaires – réclamant une suspension de l'adhésion de l'Iran au TNP[50].

L'application du Traité pose un autre problème considérable depuis de nombreuses décennies. Alors que son volet visant à empêcher la nucléarisation de nouveaux États, malgré les limites que nous venons d'évoquer, fonctionne globalement sur le plan pratique[51], on parle de moins en moins de son autre volet, tout aussi important, relatif à l'objectif de désarmement des États qui étaient déjà dotés de l'arme nucléaire lors de la signature du traité. En effet, l'article 6 du TNP dispose : « Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace[52]. » Or, les réductions intervenues depuis la guerre froide relèvent davantage d'une baisse quantitative que d'un véritable désarmement. Les États en question conservent encore des arsenaux massifs tout en poursuivant leur modernisation[53]. Le contrôle international strict et efficace se révèle, de son côté, illusoire lorsqu'il s'agit de s'imposer aux cinq États que le Traité autorise à détenir l'arme nucléaire, lesquels sont aussi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce caractère unidimensionnel du TNP est de plus en plus contesté par la communauté internationale. En 2017, après plusieurs années de campagnes de la part d'un grand nombre d'ONG, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) est signé. Entré en vigueur en 2021, après avoir été ratifié par plus de 50 États, le TIAN renforce l'article VI du TNP avec des mesures concrètes et un calendrier vers un désarmement nucléaire complet. Pourtant, sa portée demeure symbolique car il n'a été signé par aucune puissance dotée de l'arme nucléaire.

Au regard du strict cadre des normes internationales sur le désarmement nucléaire, l'Iran, État signataire du TNP, non doté de l'arme atomique, est attaqué par Israël et les États-Unis, deux États possédant des armes nucléaires, dont le premier n'a jamais

signé le TNP et le second est le seul à avoir déjà utilisé, à deux reprises, la bombe atomique sur un autre État souverain.

Ces déséquilibres et contradictions dans les dispositions et dans l'application du TNP renforcent la perception des inégalités systémiques inhérentes à l'ordre international depuis 1945^[54] et, comme le souligne Karim Haggag, président de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), remettent en cause la légitimité du TNP^[55]. Cependant, le système mondial mis en place après la Seconde Guerre mondiale est extrêmement difficile à faire évoluer, notamment du fait du statut de membre permanent du Conseil de sécurité, seule instance internationale dont les décisions s'imposent à tous les États.

D'Obama à Trump, quels changements depuis 2010 ?

Israël et une partie de la classe politique étatsunienne appellent à une intervention armée contre l'Iran depuis plus de deux décennies, avec un discours mettant l'accent sur le fait d'empêcher Téhéran de développer l'arme nucléaire. Pourtant, jusqu'en 2025 avec la guerre des Douze jours puis avec le conflit déclenché le 28 février 2026, il n'y avait jamais eu d'escalade militaire d'une telle ampleur.

Plus d'une fois, lors de cette période, la guerre avait paru presque inévitable. Ce fut notamment le cas en 2010, au plus haut des tensions entre les États-Unis et l'Iran depuis la réélection controversée de Mahmoud Ahmadinejad. Ce dernier défendait la poursuite du programme nucléaire civil de façon décomplexée et exprimait sa réticence à l'égard des contrôles poussés de l'AIEA, jugés discriminatoires et excessifs^[56].

Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, appelait à des « sanctions paralysantes » [*crippling sanctions*] et annonçait qu'à défaut « toutes les options » seraient sur la table. Benyamin Netanyahu, déjà Premier ministre d'Israël, menaçait de frappes préventives sur l'Iran^[57]. Malgré une médiation historique menée par le Brésil de Lula et la Turquie d'Erdoğan ayant persuadé Téhéran de retourner aux négociations pacifiques, l'administration Obama avait refusé et décidé d'appliquer les lourdes sanctions prises dans le cadre de l'*Iran Sanctions Act*^[58].

A la veille des conflits de 2024-2026, quinze ans plus tard, le contexte paraît proche. Les tensions étaient tangibles depuis le retrait des États-Unis du JCPOA et le rétablissement des sanctions par Donald Trump, ainsi que ses menaces régulières d'une intervention militaire, menaces partagées par Netanyahu, à nouveau Premier ministre.

Il est intéressant d'analyser les facteurs qui empêchèrent l'embrasement en 2010 mais qui n'étaient plus présents en 2026. Tout d'abord, en 2010, Barack Obama

résidait depuis un an à la Maison-Blanche. Défenseur d'une politique d'apaisement vis-à-vis des pays arabo-musulmans, d'un retour au multilatéralisme après les années néoconservatrices de George W. Bush et d'une nette diminution de l'implication militaire étatsunienne dans cette région, il avait exprimé à plusieurs reprises son opposition à une intervention militaire contre l'Iran, à qui il proposait « un nouveau départ[59] ». De plus, le président étatsunien avait non seulement la volonté, mais aussi la capacité diplomatique de retenir Israël de lancer un acte unilatéral d'envergure contre l'Iran et de s'imposer parmi les partisans d'une ligne plus dure, au sein même de son administration, à l'image d'Hillary Clinton.

Par ailleurs, au début des années 2010, avant le début des grands mouvements de contestations souvent appelés le « Printemps arabe », la situation géopolitique du Moyen-Orient et particulièrement celle de l'Iran était extrêmement différente des circonstances de 2026. L'Iran était moins affaibli économiquement, diplomatiquement et stratégiquement qu'actuellement. Il jouissait du soutien actif de Moscou, qui, à l'époque, n'était pas embourbée dans une guerre qu'elle avait elle-même déclenchée, occupant l'essentiel de son effort stratégique. De même, ses alliances stratégiques régionales étaient toujours présentes, certes quelque peu affaiblies : en Syrie, alliée stratégique majeure, Bachar al-Assad était toujours au pouvoir, le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban représentaient des appuis stratégiques encore considérables.

"Entre 2010 et 2026, la différence fondamentale n'est pas tant le programme nucléaire iranien qui aurait subitement évolué dans une direction autrement plus alarmante mais bien les circonstances géopolitiques, devenues favorables à un déclenchement des opérations militaires et une sous-estimation de la capacité de riposte iranienne."

Or, à l'aube des opérations massives israélo-américaines de 2026, les circonstances étaient tout autres. De retour à la Maison-Blanche après quatre années d'interlude, Donald Trump n'a pas la volonté ou la capacité de retenir la main de Netanyahu. Le Moyen-Orient de l'après 7 octobre 2023 a connu de grands bouleversements, tous défavorables à l'Iran. Le Hamas et le Hezbollah ont été pratiquement neutralisés par Israël, qui profite d'une absence totale de réaction concrète et effective de la part des institutions internationales et des pays occidentaux pour agir en puissance hégémonique dans la région.

De plus la chute du régime de Bachar al-Assad a privé Téhéran, non seulement d'un allié stratégique, mais aussi d'importantes voies de ravitaillement la reliant au Liban. Alors que la Russie, elle, est occupée par le conflit avec l'Ukraine, dans une phase de conclusion qui s'enlise depuis de nombreux mois. Sur le plan national, l'Iran est dans

une situation financière catastrophique et les mobilisations quasi-constantes remettent de plus en plus souvent en cause le régime lui-même.

C'est dans un tel contexte qu'ont été lancés, d'abord la guerre des Douze jours par Israël, puis, en plein milieu des négociations, le conflit en cours, déclenché par les bombardements du 28 février 2026.

Force est de constater qu'entre 2010 et 2026, la différence fondamentale n'est pas tant le programme nucléaire iranien qui aurait subitement évolué dans une direction autrement plus alarmante – malgré l'augmentation du taux d'enrichissement d'uranium en réaction aux sanctions de 2018 – mais bien les circonstances géopolitiques, devenues favorables, du point de vue israélien et étatsunien, à un déclenchement des opérations militaires d'envergure. Il faudrait sans doute ajouter à cela une sous-estimation de la volonté et de la capacité de riposte iranienne.

Conclusion

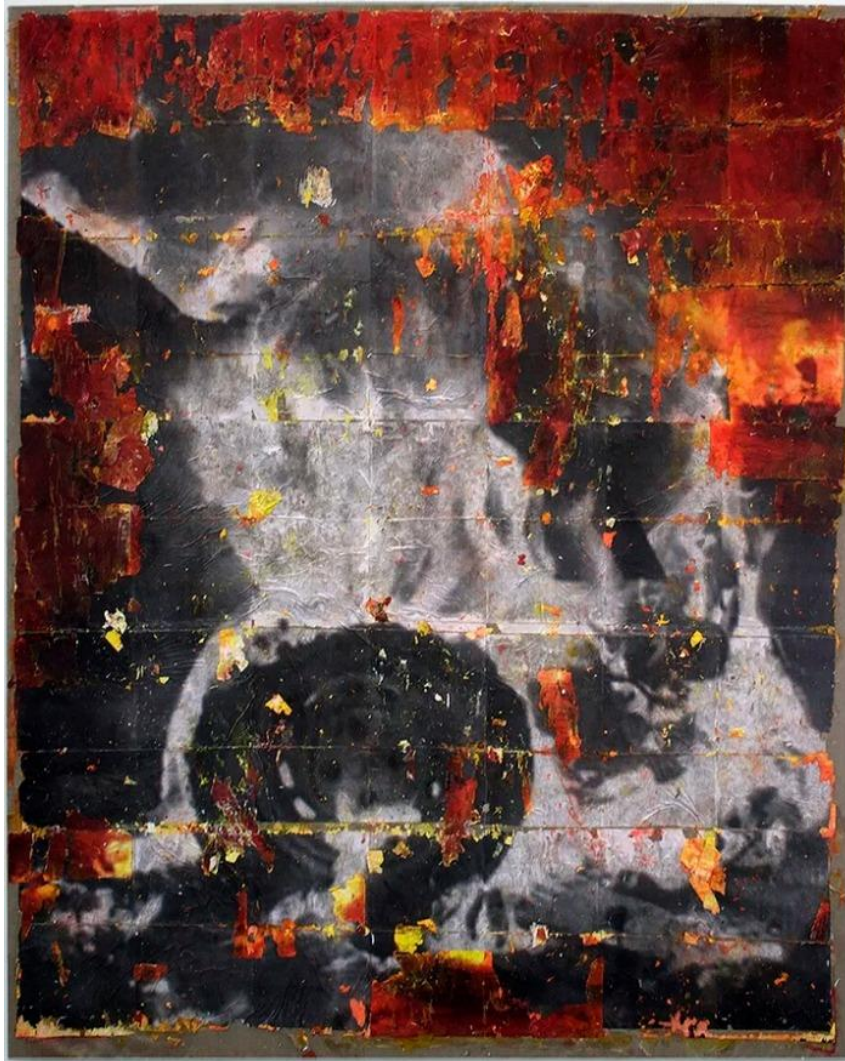
"La particularité de l'Iran provient du fait que la vision occidentale attribuée à Téhéran, de façon unilatérale et sans véritable fondement, non pas tant la capacité de produire l'arme nucléaire, mais surtout l'intention et le potentiel d'y recourir."

A la lumière de tous ces éléments, il apparaît assez clairement que la question du nucléaire iranien est plus révélatrice de la posture des pays occidentaux, à commencer par les États-Unis, que de l'Iran et de son régime lui-même. Car en effet, la principale particularité de l'Iran provient du fait que la vision occidentale, les sphères politiques, intellectuelles et médiatiques dans leur grande majorité, attribuée à Téhéran, de façon unilatérale et sans véritable fondement, non pas tant la capacité de produire l'arme nucléaire, mais surtout l'intention et le potentiel d'y recourir.

A la différence de l'Inde, du Pakistan et d'Israël qui, n'ayant jamais signé le TNP, possèdent chacun aujourd'hui la bombe atomique ; des États-Unis, seul État à s'en être effectivement servi – à deux reprises – contre un autre État souverain ; de la Corée du Nord, un temps signataire du TNP, qui a quitté celui-ci en 2003 et développé sa bombe atomique dans la foulée ; pourquoi seul le cas iranien présenterait-il une véritable menace imminente, non pas de développement, mais de l'usage de la bombe nucléaire ? Le régime iranien aurait-il une nature plus autocratique et « irrationnelle » que celui de la Corée du Nord ? Pyongyang entretiendrait-il des rapports plus cordiaux et conciliants avec les pays occidentaux que Téhéran ?

Une partie de la réponse proviendrait-elle d'un aspect purement *realpolitik* consistant à affirmer que puisque la Corée du Nord possède déjà l'arme nucléaire,

une opération contre celle-ci serait extrêmement dangereuse car elle provoquerait éventuellement une attaque atomique en réaction ? Mais là ne réside pas précisément le principe même de la dissuasion, consistant à développer l'arme nucléaire justement pour ne pas avoir à s'en servir ? Cette rationalité, si ce n'est cette légitimité, d'une volonté de protection par la dissuasion, reconnue *de facto*, même à la Corée du Nord, mais aussi au Pakistan, à l'Inde, à Israël, pourquoi ne pourrait-elle être reconnue à l'Iran ? Sur quels fondements s'appuie-t-on pour accepter comme un état de fait que l'Iran seul, contrairement aux autres, serait susceptible d'utiliser la bombe atomique, à tel point que cela justifie des décennies de sanctions et, depuis 2025, des bombardements massifs et des assassinats ciblés ? Cette approche est vécue, y compris dans les sphères les plus modérées de l'intelligentsia iranienne, jusque dans l'opposition au régime, comme une « présomption de culpabilité » avec application de la peine sans jugement, ce qui renforce le nationalisme iranien dépassant tous les clivages[60].



Barış Gökçürk, "Fires Riot - 2", 2020.

O r, au cœur de l'animosité perpétuelle des États-Unis et d'Israël à l'égard de l'Iran réside une profonde divergence stratégique et régionale entre les deux blocs et non une réelle menace d'attaque nucléaire, encore moins des préoccupations démocratiques concernant la société iranienne. Avec un très fort potentiel économique provenant de ses ressources abondantes en pétrole et gaz naturel, proche de la Russie, impliqué dans plusieurs mouvements politico-militaires présents dans les pays environnants, l'Iran avait mis en place, au fil des décennies, un véritable « axe de la résistance », s'opposant fondamentalement à Israël et aux intérêts stratégiques étatsuniens dans la région. Le démantèlement de cet axe et la rupture des liens entre Téhéran et toutes les organisations paramilitaires régionales sont d'ailleurs systématiquement exigés par Washington. Il s'agissait d'ailleurs de la principale justification de Donald Trump derrière sa décision de retirer les États-Unis de l'accord sur le nucléaire de 2015, qui, naturellement, ne portait pas du tout sur ces questions.

Autrement dit, la question nucléaire et plus spécifiquement celle d'une « menace imminente » du développement et d'un possible usage de la bombe atomique par l'Iran est mise en avant comme argument central dans les discours politiques et médiatiques pour justifier les multiples mesures, sanctions et interventions contre le régime iranien – qui ont d'ailleurs ironiquement toujours eu comme principal effet de pousser celui-ci à réactiver ou à accélérer son programme nucléaire.

Comme une ironie qui résume parfaitement cette posture, après un mois de bombardements qui avaient déjà causé la vie de plus de 2 000 Iraniens et les assassinats ciblés de dizaines de personnalités au sommet hiérarchique du régime, le site internet du *CNN* étatsunien titrait : « Acculé et meurtri, l'Iran va-t-il désormais se lancer dans la fabrication d'une bombe nucléaire ? »^[61]. D'autres se demandent si la fatwa nucléaire d'Ali Khamenei ne serait pas morte avec lui^[62] et s'interrogent sur la possibilité que son successeur Mojtaba puisse revenir sur la doctrine de son père^[63], tué le 28 février par les frappes israélo-américaines.

Dans le climat chaotique actuel il est impossible de prédire l'avenir avec précision. Cependant, mais cela est peu probable, si Mojtaba Khamenei, propulsé guide suprême après l'assassinat de son père, mais aussi de son épouse, sa sœur, sa nièce et son beau-frère au premier jour des bombardements, tentait de revenir sur la doctrine iranienne de non-développement d'arme nucléaire, incarnée par son prédécesseur, ce serait un cas tragique de prophétie autoréalisatrice. Dans un tel scénario catastrophe, l'Iran serait-il le seul responsable ?

BIBLIOGRAPHIE

- [1] <https://www.democrats.senate.gov/newsroom/trump-transcripts/transcript-president-trump-addresses-the-nation-after-iran-air-strikes-62125>
- [2] <https://www.whitehouse.gov/articles/2026/03/peace-through-strength-president-trump-launches-operation-epic-fury-to-crush-iranian-regime-end-nuclear-threat/>
- [3] Pour un texte fondamental et approfondi sur le coup d'État contre Mohammad Mossadegh et l'implication de la CIA dans le cadre de la guerre froide suivant une logique anticommuniste, voir : GASIOROWSKI Mark J., « The 1953 Coup d'Etat in Iran » [Le coup d'État de 1953 en Iran], *International Journal of Middle East Studies*, vol. 19, n° 3, août 1987, pp. 261-286.
<https://www.cambridge.org/core/journals/international-journal-of-middle-east-studies/article/abs/1953-coup-detat-in-iran/A8025F967FoFo9DE7F42939B47C6D7A4>
- [4] <https://www.iranicaonline.org/articles/central-intelligence-agency-cia-in-persia/>
- [5] https://www.lemonde.fr/international/article/2025/09/26/nucleaire-l-iran-et-la-russie-signent-un-accord-a-25-milliards-de-dollars-pour-construire-des-centrales-annonce-la-television-d-etat-iranienne_6643060_3210.html
- [6] <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/20020129-11.html>
- [7] THERME Clément, intervention dans « Nucléaire iranien : la course contre-la-montre », ARTE, mise en ligne : 16 mai 2025.
<https://www.youtube.com/watch?v=bMpKKmzrBbA>
- [8] RAVENEL Bernard, « La crise autour du nucléaire iranien. L'accord de Vienne : un vent nouveau mais... », *Confluences Méditerranée*, n° 94, mars 2015.
<https://shs.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2015-3-page-119?lang=fr>
- [9] PINEAU Muriel Agnès, « Petite histoire du nucléaire. Partie 3 – Le nucléaire iranien », *Arteacom*, 25 mars 2026.
<https://www.arteacom.fr/petite-histoire-du-nucleaire-partie-3-le-nucleaire-iranien/>
- [10] Notamment à l'occasion du sommet de la Havane du 11 au 16 septembre 2006.
<https://web.archive.org/web/20060927045153/http://www.rferl.org/featuresarticle/2006/9/13Co6751-5872-4EC2-8AAC-A1E738B11C29.html>
- [11] <https://main.un.org/securitycouncil/fr/s/res/1747-%282007%29>
- [12] <https://www.lapaixmaintenant.org/discours-d-obama-au-caire-texte/>
- [13] RAVENEL Bernard, *op. cit.*
- [14] <https://www.armscontrol.org/blog/2018-11-30/iaea-reports-yet-again-irans-compliance-icpoa>
- [15] <https://www.theguardian.com/world/2018/may/08/iran-deal-trump-withdraw-us-latest-news-nuclear-agreement>
- [16] <https://www.latimes.com/opinion/editorials/la-ed-trump-iran-20180113-story.html>
- [17] Malgré un rejet catégorique de la part de la base électorale républicaine :
<https://news.gallup.com/poll/116479/barack-obama-presidential-job-approval.aspx>

[18] <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-billet-politique/donald-trump-est-il-fou-3530862>

[19] <https://www.aa.com.tr/fr/monde/des-eurod%C3%A9put%C3%A9s-critiquent-les-propos-de-von-der-leyen-associant-la-turkiye-%C3%A0-la-russie-et-%C3%A0-la-chine/3914718>

[20] Voir par exemple : COLLOMP Florentin, « Comment Donald Trump est devenu radioactif pour ses 'alliés' européens », *Le Figaro*, 6 avril 2026.

<https://www.lefigaro.fr/international/comment-donald-trump-est-devenu-radioactif-pour-ses-allies-europeens-20260406>

Ou encore : HAGAN Rachel, « Trump critique les pays européens 'en déclin' et leurs dirigeants 'faibles' », *BBC*, 11 décembre 2025.

<https://www.bbc.com/afrique/articles/cp34xyvpz210>

[21] Voir par exemple : MAITRE Emmanuelle, « Retrait américain du JCPOA : conséquences stratégiques d'une décision politique », Fondation pour la recherche stratégique, Observatoire de la dissuasion n° 55, 1^{er} juin 2018.

<https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/retrait-americain-jcpoa-consequences-strategiques-dune-decision-politique-2018>

[22] https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/19/nucleaire-iranien-jonathan-powell-temoin-europeen-des-negociations-de-geneve-confirme-que-des-progres-y-avaient-ete-enregistres_6672407_3210.html

[23] <https://www.swissinfo.ch/fre/geneve-internationale/guerre-en-iran-les-n%C3%A9gociations-%C3%A0-gen%C3%A8ve-%C3%A9taient-elles-vou%C3%A9es-%C3%A0-l%C3%A9chec/91024631>

[24] FAYET Héloïse, interviewée par ODOLA Octave, « Nucléaire iranien : avec un uranium enrichi à 60 %, l'accord pourrait 'être mort' », *20 Minutes*, 23 novembre 2022.

<https://www.20minutes.fr/monde/4011500-20221123-nucleaire-iranien-uranium-enrichi-60-accord-pourrait-etre-mort>

[25] *Ibid.*

[26] <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/de-l-uranium-a-l-ogive-fabriquer-une-arme-nucleaire-un-processus-technique-et-complexe-ddfc383634bb802eba4915049135ccee>

[27] MAITRE Emmanuelle, interviewée par PERRAGIN Charles, « L'Occident n'a jamais accepté l'idée que l'Iran pourrait être une puissance nucléaire raisonnable », *Philosophie Magazine*, 3 juillet 2025.

<https://www.philomag.com/articles/emmanuelle-maitre-loccident-na-jamais-accepte-lidee-que-liran-pourrait-etre-une>

[28] <https://www.sipri.org/publications/1984/sipri-fact-sheets/chemical-warfare-iraq-iran-war>

[29] https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/03/18/la-france-a-ete-un-grand-fournisseur-d-armes-de-saddam-husseine_313357_1819218.html

[30] https://www.iranwatch.org/our-publications/weapon-program-background-report/history-irans-chemical-weapon-related-efforts#_ftn2

[31] Communication du 12 septembre 2005 de la République islamique d'Iran auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

https://www.iaea.org/sites/default/files/publications/documents/infcircs/2005/infcirc657_fr.pdf

[32] <https://en.khamenei.ir/news/139320>

[33] <https://english.khamenei.ir/news/8396/Nuclear-weapons-forbidden-Increasing-uranium-enrichment-based>

[34] <https://en.khamenei.ir/news/137337>

[35] ISFAHANI Khosro Sayeh, « The nuclear fatwa that wasn't – how Iran sold the world a false narrative » [La fatwa nucléaire qui n'existe pas – comment l'Iran a vendu un faux discours au monde entier], Atlantic Council, 9 mai 2024.

<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/iran-nuclear-weapons-fatwa-khamenei/>

[36] <https://eu.usatoday.com/story/news/world/2013/10/04/iran-fatwa-nuclear-weapons/2922517/>

[37] EISENSTADT Michael, KHALAJI Mehdi, « Nuclear Fatwa: Religion and Politics in Iran's Proliferation Strategy » [Fatwa nucléaire : religion et politique dans la stratégie de prolifération de l'Iran], The Washington Institute for Near East Policy, 27 septembre 2011.

[38] CHARTOUNI Mario, « Nucléaire iranien : le mythe de la 'fatwa' de Khamenei mis à l'épreuve des négociations de Genève », *Ici Beyrouth*, 26 février 2026.

<https://icibeyrouth.com/articles/1333767/nucleaire-le-mythe-de-la-fatwa-de-khamenei-mis-a-l-epreuve-des-negociations-de-geneve>

[39] GOLKAR Saeid, « Khamenei's Nuclear Fatwa: Religious Ruling or Political Strategy? » [La fatwa nucléaire de Khamenei : décret religieux ou stratégie politique ?], Norwich University, 11 février 2025.

<https://www.norwich.edu/topic/all-blog-posts/khameneis-nuclear-fatwa-religious-ruling-or-political-strategy>

[40] HOURCADE Bernard, cité dans « Cette fatwa qui retenait l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire pourrait-elle disparaître après la mort d'Ali Khamenei ? », *Ouest-France*, 23 mars 2026.

<https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2026-03-23/cette-fatwa-qui-retenait-l-iran-d-obtenir-l-arme-nucleaire-pourrait-elle-disparaitre-apres-la-mort-d-ali-khamenei-a190db37-29c7-4f80-a461-97ceccbf98cb>

[41] https://www.iaea.org/sites/default/files/gov-2015-68_fr.pdf

[42] <https://www.armscontrol.org/factsheets/iaea-investigations-irans-nuclear-activities>

[43] <https://www.middleeasteye.net/fr/actualites/iran-assassinat-scientifiques-physiciens-negociations-accord-nucleaire>

[44] <https://www.bbc.com/news/articles/cn840275p5yo>

[45] Pour une excellente analyse de cette question, voir : COVILLE Thierry, « Les sanctions contre l'Iran, le choix d'une punition collective contre la société iranienne ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 97, janvier 2015, pp. 149-158.

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2015-1-page-149?lang=fr>

[46] https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/19/nucleaire-iranien-jonathan-powell-temoin-europeen-des-negociations-de-geneve-confirme-que-des-progres-y-avaient-ete-enregistres_6672407_3210.html

[47] Bien que l'Iran ait toujours émis d'importantes réserves sur le protocole additionnel donnant à l'AIEA des pouvoirs étendus en termes de vérification, Téhéran l'a signé, même appliqué un temps, mais ne l'a jamais ratifié.

<https://www.iaea.org/fr/themes/le-protocole-additionnel>

[48] <https://treaties.unoda.org/t/npt>

[49] https://www.un.org/fr/conf/npt/2015/pdf/text%20of%20the%20treaty_fr.pdf

[50] <https://www.lorientlejour.com/article/1501019/les-tenants-de-la-ligne-dure-en-iran-multiplient-les-appels-a-obtenir-larme-atomique.html>

[51] Depuis son entrée en vigueur en 1968, seuls quatre nouveaux États se sont dotés de l'arme nucléaire, dont un seul – la Corée du Nord – avait fait partie du TNP, ce qui est loin des projections des années 1960.

[52] <https://www.un.org/fr/conf/npt/2010/npttext.shtml>

[53] Voir par exemple : HOOD Anna, « Roadblocks to Disarmament in the Nuclear Non-Proliferation Treaty System » [Obstacles au désarmement au sein du système du Traité de non-prolifération nucléaire], *Journal of Conflict and Security Law*, vol. 28, n° 3, hiver 2023, pp. 593-614.

<https://doi.org/10.1093/jcsl/krad011>

[54] Voir par exemple : MAZOWER Mark, *No Enchanted Palace: The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations* [Pas de palais enchanté : la fin de l'Empire et les origines idéologiques des Nations unies], Princeton University Press, 2013, 248 p.

[55] https://www.courrierinternational.com/article/nucleaire-la-guerre-en-iran-remet-en-cause-la-legitimite-du-traite-sur-la-non-proliferation_243345

[56] Sur cet épisode de tensions entre l'Iran, les États-Unis et Israël en 2010, voir par exemple : LEVESQUE Jacques, « La bombe et les sanctions vues d'Iran », *Esprit*, juillet 2010, pp. 207-211.

<https://shs.cairn.info/revue-esprit-2010-7-page-207?lang=fr>

[57] <https://www.nytimes.com/2010/03/20/world/middleeast/20policy.html>

[58] *The Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010* [Loi de 2010 sur les sanctions, la responsabilité et le désinvestissement à l'égard de l'Iran].

<https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-bill/2194>

[59] <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/7954211.stm>

[60] LEVESQUE Jacques, *op. cit.*

[61] SALEM Mostafa, GHARAGOZLU Leila, « Cornered and wounded, will Iran now go for a nuclear bomb? », *CNN*, 29 mars 2026.

https://edition.cnn.com/2026/03/29/middleeast/iran-nuclear-bomb-analysis-intl?fbclid=IwY2xjawRj_E1eHRuA2FlbQIxMQBicmlkETE4R1p5M1Y1YTRZU09xaVJhc3JoYwZhcHBfaWQOMjIyMDM5MTc4ODIwMDg5MgABHvj7B2P_p9LetyU5fLlRlBk_AA8znvy5EQt7j0AnJGujd5GgIakF6vhOAMWR_aem_HxZHA-9r8TIxyqMoGCtz-Q



[62] HARISI Mohamad Ali, « Did Ali Khamenei's 'nuclear fatwa' die with him? », *The National*, 12 mars 2026.

<https://www.thenationalnews.com/opinion/comment/2026/03/12/did-ali-khameneis-nuclear-fatwa-die-with-him/>

[63] WILNER Michael, « U.S. is in the dark on Mojtaba Khamenei's views on the bomb » [Les USA sont dans le flou concernant la position de Mojtaba Khamenei sur la bombe atomique], *Los Angeles Times*, 12 mars 2026.

<https://www.latimes.com/politics/story/2026-03-12/us-is-in-dark-on-mojtaba-khameneis-views-on-bomb>

Copyright © 2026 LEGEM - Laboratoire d'études géopolitiques pour la mémoire